

L'équilibre des composantes présente et productive de l'économie régionale affecté par la crise

Stéphane Durand, Xavier Tribout - Insee

Le Languedoc-Roussillon a connu une forte croissance de son Produit Intérieur Brut (PIB) de 1993 à 2007 et une réduction du taux de chômage. La croissance démographique et un tourisme dynamique ont soutenu les activités présentes, les activités tertiaires et la construction. Ils ont également contribué à la forte hausse du PIB régional. Dans le même temps, les emplois industriels se sont stabilisés. Les mutations des autres économies régionales ont créé moins d'emplois présents et détruit plus d'emplois industriels. Durant la période 1993-2007, le taux d'emploi dans la région Languedoc-Roussillon s'est ainsi rapproché de celui des autres régions. Dans les années 90 et jusqu'à 2007, le chômage régional s'est plus résorbé et le PIB a plus augmenté qu'ailleurs. Malgré ce rattrapage, le PIB régional par habitant est resté l'un des plus bas des régions françaises. Puis, la crise de 2008-2009 a accentué les disparités régionales. La trajectoire de l'économie du Languedoc-Roussillon s'est différenciée de la plupart des autres économies régionales depuis 2008 : elle a résisté jusqu'en 2009, le PIB et le chômage sont restés atones au moment des premiers rebonds jusqu'à mi-2011, puis l'économie a décroché jusqu'à l'automne 2013, en particulier en termes d'emploi et de chômage.

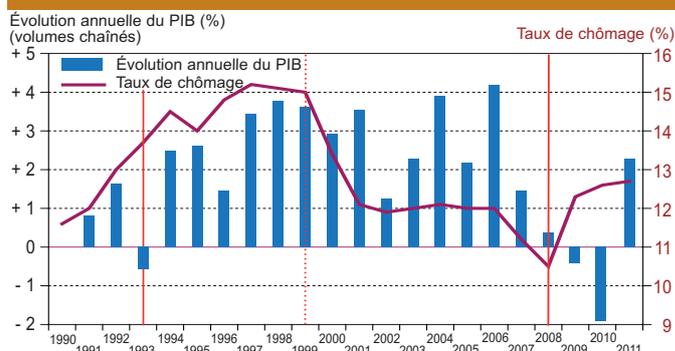
De 1993 à 2007, l'économie régionale a fortement profité de la dynamique démographique

La forte croissance économique des années 90 et 2000, surtout de 1999 à 2007, s'est accompagnée d'une forte réduction du chômage (graphique 1)

L'économie du Languedoc-Roussillon est fortement tournée vers les activités présentes, qui répondent aux besoins des personnes présentes (résidents et touristes). Cette forte représentation de l'économie présente s'est accentuée avec l'augmentation de population (+ 22 % entre 1993 et 2008), qui a accru les besoins en activités de commerce, de services à la personne et de construction. Les activités productives, essentiellement industrielles, pèsent pour 28 % de l'emploi et ont également contribué à cette dynamique présente. En effet, les revenus de ces activités productives se traduisent en partie en demande de consommation des ménages.

L'augmentation de la population s'est accompagnée d'une forte croissance de la population active, ce qui a accru la capacité de production de l'économie régionale. Les activités présentes et productives, nourries par la démographie et le tourisme, ont contribué à la production de richesse de 1993 à 2007. Le taux de chômage, qui était à un haut niveau (14 % à 15 %) jusque dans les années 90 a rapidement décliné de 1999 à 2008. De 1999 à 2008, la croissance du nombre d'emplois a été supérieure à celle de la population active (+ 18,1 % contre + 16,3 %), réduisant ainsi le taux de chômage (de - 4,5 points). L'écart avec le niveau national, qui était de 5 points en 1999 est descendu à 3 points en 2008.

Graph. 1 - Évolution du PIB et du taux de chômage du Languedoc-Roussillon



Sources : Insee, Comptes régionaux base 2005 - taux de chômage localisés

De 1993 à 2007, une création d'emploi très dynamique, qui s'accélère à partir de 1999

Entre 1990 et 2007, la part de l'emploi présentiel a augmenté dans toutes les régions, et principalement dans les régions à forte proportion d'emplois productifs. La tertiarisation de l'économie, amorcée dans les années 60, s'est encore accentuée avec le développement des services marchands et non marchands.

Entre 1993 et 2007, le Languedoc-Roussillon comptait 200 000 emplois supplémentaires. Ces emplois ont été essentiellement créés dans le secteur tertiaire marchand (+ 117 000 emplois) et non marchand (+ 71 000 emplois). La construction a créé + 26 000 emplois, tandis que l'agriculture en a détruit - 12 000. Le nombre d'emplois progresse de + 2 % entre 1999 et 2007 alors qu'il avait augmenté de + 1,4 % entre 1993 et 1999.

Cette accélération des créations d'emploi de 1999 à 2007 a permis la diminution du taux de chômage plus rapide qu'au niveau national.

L'ensemble des régions a connu les mêmes orientations : baisse de la part de l'emploi productif, notamment industriel, et augmentation de la part de l'emploi présentiel. Mais la structure de l'emploi du Languedoc-Roussillon a moins évolué que celle des autres régions : la proportion d'emploi présentiel, déjà fortement représenté, a peu augmenté et celle d'emploi productif, peu représenté, a peu baissé. De ce fait, les régions ayant la moins forte économie présentielle ont ainsi rattrapé les autres.

Le Languedoc-Roussillon reste la région où la part de l'économie présentielle est la plus élevée, derrière la Corse

Le nombre d'emplois productifs a augmenté entre 1990 et 2008, passant de 247 000 à 267 000. Leur poids dans l'emploi total a cependant baissé, passant de 33 % à 28 %, étant donné la forte croissance des autres emplois dans les domaines de l'économie présentielle. La proportion d'emplois productifs dans la région, déjà basse en 1990, baisse donc, mais relativement peu jusqu'en 2008, contrairement aux autres régions.

En effet, l'emploi industriel, qui concentre une grande part de l'emploi productif, représentait 10,4 % de l'emploi total du Languedoc-Roussillon en 1993, contre 8,2 % en 2008. Cette diminution de 2 points est faible en comparaison des - 4,6 points sur la même période (de 20 % à 15,4 %) dans l'ensemble de la province. L'emploi productif baisse moins vite en Languedoc-Roussillon, si bien que les situations se rapprochent jusqu'en 2008.

Réciproquement, le poids de l'emploi présentiel, déjà très élevé en 1993, s'est accru en 15 ans, mais moins vite que dans l'ensemble de la province.

Un PIB par habitant qui reste très en dessous de la moyenne de province

Le PIB par habitant reste très en deçà de celui des autres régions françaises

Malgré le rattrapage du PIB régional, la région Languedoc-Roussillon produit un PIB par habitant très en dessous de la moyenne nationale, avec 23 600 euros de PIB par habitant en 2008, soit 11% de moins que la moyenne de province et la 18^{ème} position sur les 21 régions de province. Ce classement est équivalent à celui observé en 1990 et l'écart relatif est aussi le même. La richesse produite dans la région par habitant est inférieure de 3 000 euros à la moyenne de province. Certes, le PIB régional croît 2,2 fois plus vite que la démographie. Mais, dans l'ensemble des régions de province, il croît 3,4 plus vite. Pour chaque habitant supplémentaire, le gain en richesse produite est donc relativement faible comparé aux autres régions en raison, principalement, de la forte évolution démographique du Languedoc-Roussillon.

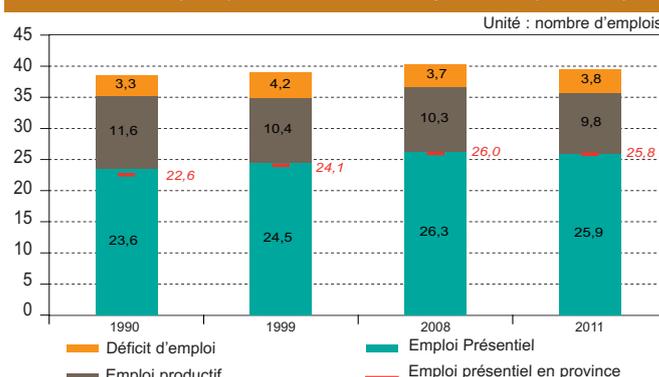
Ce faible PIB par habitant s'explique par un déficit d'emplois

La faiblesse du PIB par habitant du Languedoc-Roussillon s'explique d'abord par le faible nombre d'emploi par rapport à la population résidente en âge de travailler, aussi appelé taux d'emploi. Sur la période de forte croissance économique 1993-2008, le taux d'emploi a gagné 3 points dans la région et passe de 55 % à 58 %. L'ensemble du gain a été réalisé sur la période d'embellie sur le marché du travail 1999-2008. Au final, malgré cette progression, l'écart avec la France de province a cru de 4 points en 1990 à 5 points en 2008. En 2008, en province, le taux d'emploi est de 63 %.

L'emploi productif est inférieur à celui des autres régions de province

Cette faiblesse du taux d'emploi, comparée aux autres régions de province, est due à un déficit d'emplois productifs (graphique 2). En effet, tout au long de la période, le Languedoc-Roussillon a présenté un nombre d'emplois présentiels rapporté à cent habitants légèrement supérieurs à celui de la France de province. Le nombre d'emplois présentiels dans la région a progressé, mais moins vite que dans les régions, initialement moins dotées dans ce type d'emploi. Le Languedoc-Roussillon n'a donc pas bénéficié d'une forte marge de progression sur le présentiel alors que, dans le même temps, l'emploi industriel décroissait. Pour ramener le taux d'emploi du Languedoc-Roussillon au taux d'emploi de province, il faudrait ajouter 10 % à l'emploi régional. Le faible taux d'emploi régional correspond à un déficit d'emploi productif, l'emploi présentiel pour cent habitants étant déjà au standard de province.

Graph. 2 - Emplois pour 100 habitants en Languedoc-Roussillon (comparaison avec la moyenne de province)



Note de lecture : en 1990, il y avait pour 100 habitants du Languedoc-Roussillon, 23,6 emplois présentiels et 11,6 emplois productifs. Le déficit d'emploi comparé à la situation pour 100 habitants en province est estimé à 3,3 emplois. En France de province, il y avait 22,6 emplois présentiels pour 100 habitants.

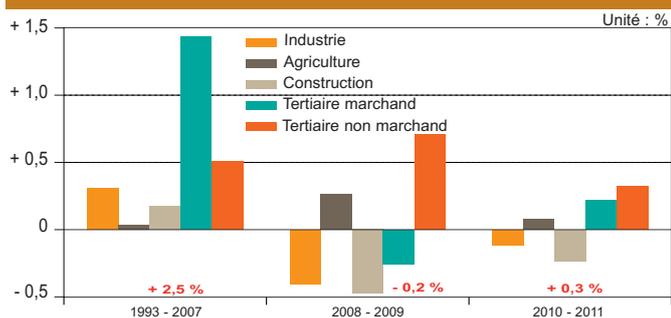
Source : Insee, estimations localisées d'emploi

Les activités les plus représentées dans la région, notamment présentielles, dégagent moins de valeur ajoutée par emploi

Il existe de grands écarts de productivité entre les secteurs. Le secteur industriel présente une forte productivité. Celle-ci a même augmenté significativement d'un tiers

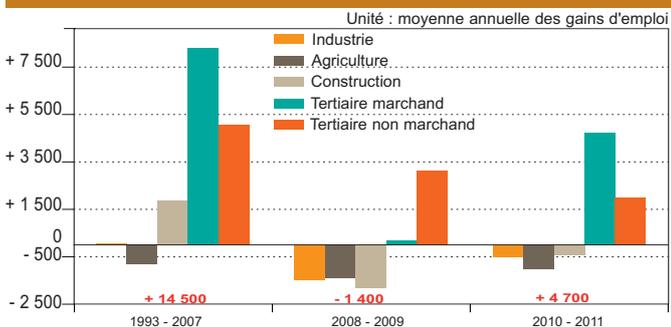
entre 1993 et 2008. Cela peut venir de plusieurs effets. La mécanisation et l'automatisation ont permis des gains de productivité importants, ainsi que l'externalisation des tâches les moins productives (sécurité, nettoyage etc.). Il en résulte que la contribution de l'industrie à la valeur ajoutée régionale sur la période a été positive grâce aux gains de productivité et malgré la diminution des emplois (*graphiques 3 et 4*). En Languedoc-Roussillon, les emplois sont concentrés dans le secteur tertiaire dont la valeur ajoutée a moins progressé. Au total, à nombre d'emplois équivalents, la valeur ajoutée créée est moins importante qu'en France de province du fait des effets de structure.

Graph. 3 - Contribution des secteurs à l'évolution annuelle moyenne de la valeur ajoutée régionale



Note de lecture : sur la période 1993-2007, la valeur ajoutée générée par l'économie régionale a progressé en moyenne de + 2,5 % par an. La contribution du tertiaire marchand se portait à 1,4 points par an.
Source : Insee, Comptes régionaux base 2005.

Graph. 4 - Contribution des secteurs à l'évolution annuelle moyenne de l'emploi régional



Note de lecture : la perte d'emploi moyenne par an a été de 1 400 emplois sur la période 2008-2009. La construction a contribué à ce solde par une baisse moyenne de - 1 800 emplois par an.
Source : Insee, estimation localisée d'emploi

La traversée de crise et ses conséquences sur l'économie

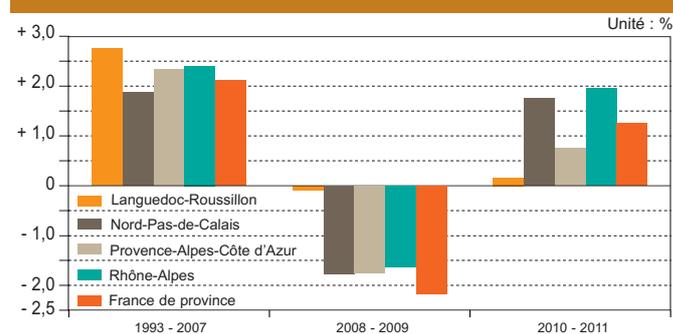
Après une phase de rattrapage, l'économie languedocienne s'éloigne et réagit différemment de la plupart des autres économies régionales depuis 2008. Elle résiste jusqu'en 2009, reste atone jusqu'à 2011 et décroche jusqu'à l'automne 2013

La récession de 2009 est exceptionnelle par son ampleur et sa durée (*cf. Insee Référence « Trente ans de vie économique et sociale »*). Le choc sur l'activité a fait chuter les PIB régionaux et nationaux. Alors que le PIB de la France avait retrouvé son niveau initial au bout de 6 tri-

mestres après la crise de 1973, il avait mis 8 trimestres en 1993 pour rebondir. Il aura fallu plus de 20 trimestres sans reprise significative du PIB pour retrouver le niveau de PIB de 2008.

A partir de 2008, l'économie présente, toujours tirée par la croissance démographique, a dans un premier temps soutenu l'activité régionale (*graphique 5*). Le tourisme et les financements publics ont contribué positivement à la croissance du PIB en 2008 et 2009. Mais l'économie régionale s'essouffle en 2010 et en 2011, ne bénéficiant pas des quelques signes de reprise de la demande mondiale adressée à la France. Entre 2008 et 2011, la population active de la région a progressé à un rythme annuel de + 1,1 % alors que le nombre d'emplois total augmentait de + 0,3 %.

Graph. 5 - Évolution annuelle moyenne du PIB en volume



Source : Insee, Comptes régionaux base 2005.

Les économies disposant de davantage d'économie productive ont été généralement plus impactées en début de crise, mais ont également davantage bénéficié de signes de reprise, en particulier par les exportations de produits industriels.

Après une période de baisse de pouvoir d'achat des ménages en 2012 et de fortes difficultés de certains secteurs de l'économie présente (construction), l'économie régionale décroche de mi-2011 à l'été 2013.

Entre mi-2011 et mi-2013, le Languedoc-Roussillon perd 11 300 emplois marchands. Le taux de chômage remonte pour s'établir mi-2013 à 14,1 % de la population active. L'écart de taux de chômage avec le niveau national atteint alors plus de 4 points. Le chômage de longue durée et le nombre de chômeurs de plus de 50 ans augmentent. La légère réduction du taux de chômage, notamment pour les jeunes à partir de mi-2013, est due, en grande partie au développement des emplois aidés.

Sources

Les comptes régionaux sont publiés en base 2005, suite notamment à la prise en compte de la nouvelle nomenclature d'activités NAF « rév. 2 ». Ils ont été rétropolés jusqu'en 1990 en utilisant des tables de passage entre l'ancienne et la nouvelle nomenclature. Depuis 2008, l'estimation des valeurs ajoutées régionales des branches marchandes (hors agriculture) repose sur l'utilisation des fichiers sur les comptes des entreprises issus du dispositif É sane (Élaboration des statistiques annuelles d'entreprises) et du fichier Clap (Connaissance locale de l'appareil productif). Ce dernier permet d'opérer la régionalisation des comptes des entreprises en fonction de la masse salariale des établissements. La valeur ajoutée d'une entreprise est ainsi régionalisée au prorata de la masse salariale de chacun de ses établissements. Dans le cas des services non marchands (administration publique en particulier), la régionalisation est effectuée en fonction des seules rémunérations versées aux salariés de ces secteurs (à partir de la source Clap). La branche agriculture est régionalisée en utilisant directement les comptes élaborés par le ministère de l'Agriculture. Dans le cas des ménages, la valeur ajoutée, qui concerne principalement les activités immobilières (loyers), est régionalisée selon les montants des revenus locatifs. Les valeurs ajoutées sont ensuite agrégées par secteur d'activité et par région. La structure des valeurs ajoutées régionales déterminée sur cette base est appliquée au PIB national pour l'estimation des PIB régionaux. La prise en compte de la source É sane à partir de 2008 a pu introduire des ruptures de série, rendant délicate l'interprétation des évolutions entre 2007 et 2008.

Les comptes des départements d'outre-mer (DOM) sont établis directement par les services de l'Insee dans les DOM, de manière indépendante du calcul des comptes des régions métropolitaines. Ils sont ensuite soustraits des comptes nationaux France entière (métropole + DOM). On peut alors en déduire des agrégats au niveau de la France métropolitaine sur lesquels la méthode de régionalisation exposée précédemment est appliquée.

Les comptes nationaux (PIB au niveau France entière) ont été publiés le 15 mai dernier en base 2010, pour se conformer au nouveau règlement européen (SEC 2010). Toutefois, les PIB régionaux calés sur ces nouveaux agrégats nationaux, ne pourront être diffusés qu'au début de l'année 2015, compte tenu des délais nécessaires pour régionaliser ces agrégats. Les évolutions régionales qui font l'objet de la présente étude ne devraient, pour autant, pas être remises en cause par le passage à la base 2010.

Définitions

Le **PIB**, dans son approche dite « production », est égal à la somme des valeurs ajoutées augmentées des impôts sur les produits et diminuées des subventions sur les produits.

La **valeur ajoutée** est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire. Bien que proches, les évolutions du PIB et celles de la valeur ajoutée peuvent donc différer, notamment en périodes de conjoncture économique défavorable au cours desquelles les impôts sur les produits diminués des subventions sur les produits sont susceptibles de varier plus sensiblement.

Bibliographie

- Ronan Mahieu, « Avant et après les chocs pétroliers : l'économie française de 1949 à 2012 », *Insee références, Trente ans de vie économique et sociale, janvier 2014*
- Luc Brière et Élise Clément, « Croissance dans les régions : davantage de disparités depuis la crise », *Insee Première, juin 2014*
- Roger Rabier, « En Languedoc-Roussillon, le manque d'emploi pèse sur la production de richesse par habitant », *Repères Synthèse, janvier 2013*